

L'économie verte et l'esprit de Stockholm

Les réflexions sur l'économie verte ravivent des tensions Nord-Sud apparues lors de la première conférence des Nations unies sur l'environnement, à Stockholm en 1972.

Depuis la publication du texte préparatoire à la Conférence Rio +20, *Draft Zero*, les débats sont vifs entre pays développés et pays en développement sur le contenu à donner à l'économie verte. Avec la crise que connaissent les États-Unis et l'Europe depuis 2008, elle apparaît comme une solution politique globale de relance économique. Ce faisant, elle fait écho au *new deal* mis en place pour lutter contre la crise de 1929. Par analogie, le Programme des Nations unies pour l'environnement, PNUÉ, lance alors l'expression *Global Green New Deal* dans le cadre de l'Initiative pour l'économie verte. Il signe le retour des États sur la scène du développement durable, qu'ils semblaient avoir délaissée lors de ces dernières années de néolibéralisme et d'emprise des marchés financiers.

Le *Global Green New Deal* entend tout à la fois relancer l'économie mondiale, préserver les emplois et les groupes les plus vulnérables, promouvoir la crois-

sance et la réalisation des objectifs du millénaire et enfin réduire la dépendance au carbone et la dégradation des écosystèmes... L'économie verte est présentée comme un nouveau cycle de croissance du capitalisme, fondé sur l'écologisation de toute l'économie. Elle implique la valorisation de la nature et de ses services, et se présente comme une solution à tous les problèmes, emploi, sécurité alimentaire... Et ce sur le modèle consensuel du développement durable. L'idée repose sur la recherche et l'adoption de technologies vertes, à basse consommation de carbone. Il s'agit de soutenir les secteurs d'activités qui, en fonction de leur niveau de dématérialisation et d'intégration dans l'économie de la connaissance, sont susceptibles d'entretenir une forte croissance. L'économie verte marquerait ainsi le passage à un nouveau cycle économique, après les nouvelles technologies de l'information, ou à une nouvelle étape de la croissance économique, après l'ère de consommation de masse. Le capitalisme et le monde industriel recyclent à leur profit, trente ans après, la définition de l'éco-efficience « faire plus avec moins », et font leur la célèbre formule de Georgescu-Roegen, le père de la décroissance : *to do with less*.

Cette vision ne fait pas consensus, loin s'en faut... En effet, l'approche occidentale de l'économie verte remet peu en question les fondements du capita-

lisme, la crise de la dette et les relations Nord-Sud. Les accusations portées par les pays en développement depuis la conférence de Stockholm en 1972 refont surface : sous couvert d'environnement, les pays riches cherchent à brider le développement des pays du Sud. Ces derniers, appuyés par de nombreuses ONG, dénoncent la poursuite d'une dépendance technologique et financière vis-à-vis des pays riches. Ils s'opposent à un protectionnisme vert prenant la forme de nouvelles normes environnementales pour le commerce aux frontières, à la conditionnalité de l'aide et à l'aggravation des inégalités à l'origine de la crise. Le Brésil, pays hôte de la conférence, demande ainsi que soit réaffirmée la souveraineté des États. Il défend l'économie *inclusive*

fondée sur l'intégration des 3 piliers du développement durable – économie, social, environnement – pour une forte croissance économique avec redistribution des revenus pour lutter contre la pauvreté. Il prône également l'instauration d'une mesure de la richesse plus juste que le PIB. Celle-ci devra comptabiliser le prélèvement des ressources naturelles (carbone, eau, sols, forêts) pour la production des biens d'exportation, non plus chez les pays producteurs mais chez les pays consommateurs.

La portée des enjeux, la force des débats expliquent comment la partie consacrée à l'économie verte dans le *Draft Zero* est passée, en deux mois, de 19 à 80 paragraphes ! Signe des luttes à l'œuvre, les principes phares adoptés

dans la déclaration de Rio en 1992, les plus « solidaires » comme ceux de précaution, de pollueur-payeur et surtout de responsabilité commune mais différenciée¹, sont systématiquement écartés par certains pays riches. À défaut d'une nouvelle gouvernance de l'environnement, c'est bien d'un nouvel équilibre du monde qu'il sera débattu à Rio +20. ●

1. Selon lequel, les pays industrialisés, responsables historiques des atteintes portées à l'environnement, ont une dette envers les pays en développement.

Contact

catherine.aubertin@ird.fr
UMR GRED – Instituto de Estudos Socioambientais (IESA-UFG)



Centrale thermo-solaire au Maroc.